

TABLE DES MATIERES

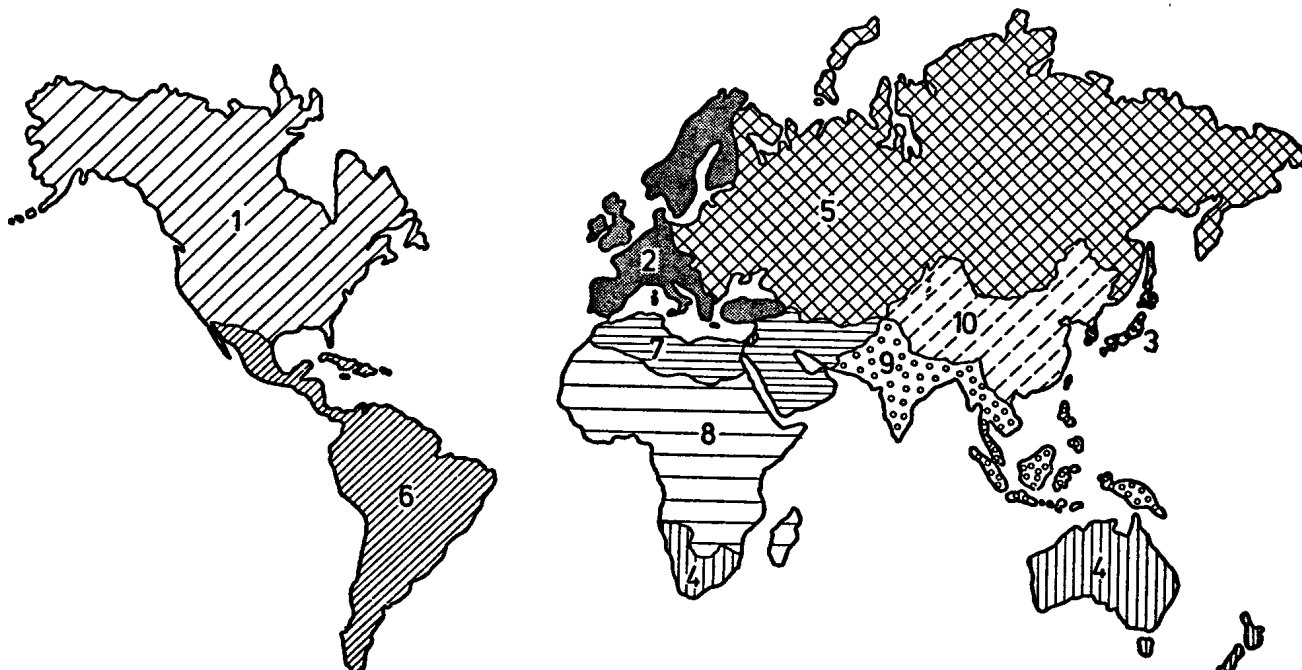
Introduction :	3
FIGURE 1 : DECOUPAGE EN 10 REGIONS ISSU DU CLUB DE ROME	3
FIGURE 2 : AUTRE REPRESENTATION DU DECOUPAGE REGIONAL	4
Chapitre 2 : annexes	5
visuel 1 : cROISSANCE MONDIALE – (extrait de global fortune 500)	5
visuel 2 : EXEMPLE DE NIKE	6
visuel 3 : SCHEMA GLOBAL D’UN RESEAU ASSOCIATIF	6
visuel 4 : CONCENTRATION DE LA PRODUCTION DE REVENUS DANS LE MONDE	7
VISUEL 5 : classement du top 20 de Fortune Global 500	7
VISUEL 6 : classement pwc	8
Chapitre 3 : annexes	9
visuel 1 : LA CHAINE DE VALEUR DU CAFE	9
visuel 2 : LA CHAINE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	10
VISUEL 3 : LA CONCENTRATION DE PRODUITS DE L’INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	11
Chapitre 4 : annexes	12
visuel 1 : SCHEMA DE FONCTIONNEMENT JURIDQUE EN CE QUI CONCERNE LES ACCORDS SUISSE-UE	12
visuel 2 : SCHEMA DE FONCTIONNEMENT LORS DU REGLEMENT D’UN DIFFERENT	13
VISUEL 3 : Accord commercial entre l’Union européenne et les États-Unis : qu’est-ce que le RDIE ?	14
Chapitre 5 : annexes	15
visuel 1 : L’ue et son poids economique detaille	15
Chapitre 6 : annexes	16
VISUEL 1 : APPROCHE SYSTÉMIQUE	16
VISUEL 2 : gGRAPHIQUE DES FAILLITES SUR LE MARCHE DES OBLIGATIONS EN CHINE	16
Chapitre 8 : annexes	17
VISUEL 1 : GRAPHIQUE DES BIENS ET DES SERVICES	17
Chapitre 9 : annexes	18
VISUEL 1 : le mensonge du developpement durable	18
visuel 2 : la deforestation au congo	18
Chapitre 11 : annexes	19
VISUEL 1 : Extrait de l’inscription de la Commission européenne au registre des entreprises belges	19
Chapitre 12 : annexes	20
VISUEL 1 : l’interdépendance entre les facteurs liés à la sécheresse (Nexight Group)	20
Chapitre 14 : annexes	21

VISUEL 1 : le modele « boule de berlin » de mme kate raworth, economiste	21
VISUEL 2 : les flux financiers	22
Chapitre 15 : annexes	23
VISUEL 1 : les indicateurs du developpement durable et les acteurs	23
Chapitre 17 : annexes	24
VISUEL 1 : la vente de l'or au venezuela	24
VISUEL 2 : La monnaie vénézuélienne attaquée par le dollar américain	25
Visuel 3 : la chaine de valeur de la banane	25
Chapitre 18 : annexes	26
VISUEL 1 : classement des ftn dans les paradis fiscaux	26
visuel 2 : le programme de subvention du conseil federal	27
Chapitre 19 : annexes	28
VISUEL 1 : les nuts	28
VISUEL 2 : Carte qui représente le réseau de santé californien découpé en fonction des régions	29
VISUEL 3 : Zoom sur l'Europe rhénane incluse dans la mégalopole européenne Londres-Milan	30
VISUEL 4 : macro-region « eusalp »	31
chapitre 20 : annexes	32
visuel 1 : « le new public management » ou nouvelle gestion publique	32
visuel 2 : l'administration decentralisee version suisse	33
visuel 3 : accord finma sur la gestion des donnees	34
chapitre 26	35
visuel 1 : paris ville mondiale	35
conclusion	36
visuel 1 : nouveau monde defini par 4 ensemble	36

INTRODUCTION :

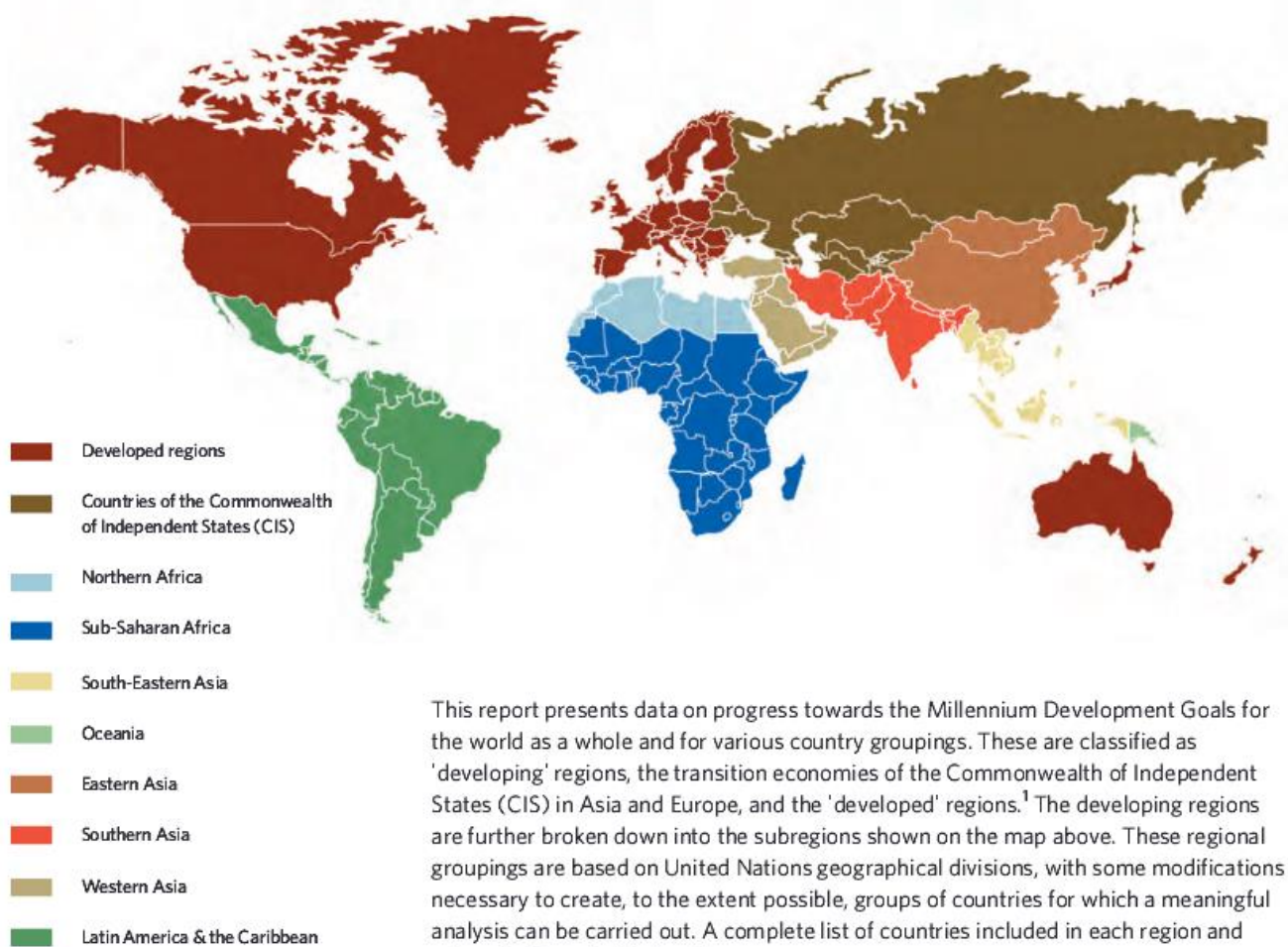
FIGURE 1 : DECOUPAGE EN 10 REGIONS ISSU DU CLUB DE ROME

FIGURE 1
RÉGIONALISATION DU SYSTÈME MONDIAL



Stratégie pour demain: deuxième rapport au Club de Rome, Mesarovic, Mihajlo; Pestel, Eduard; Davidovici, Mireille (Traductrice); Vermesse, Isabelle (Traductrice); Lattès, Robert (Préfacier); Peccei, Aurelio (Commentateur); King, Alexander (Commentateur), 1974.

Regional Groupings

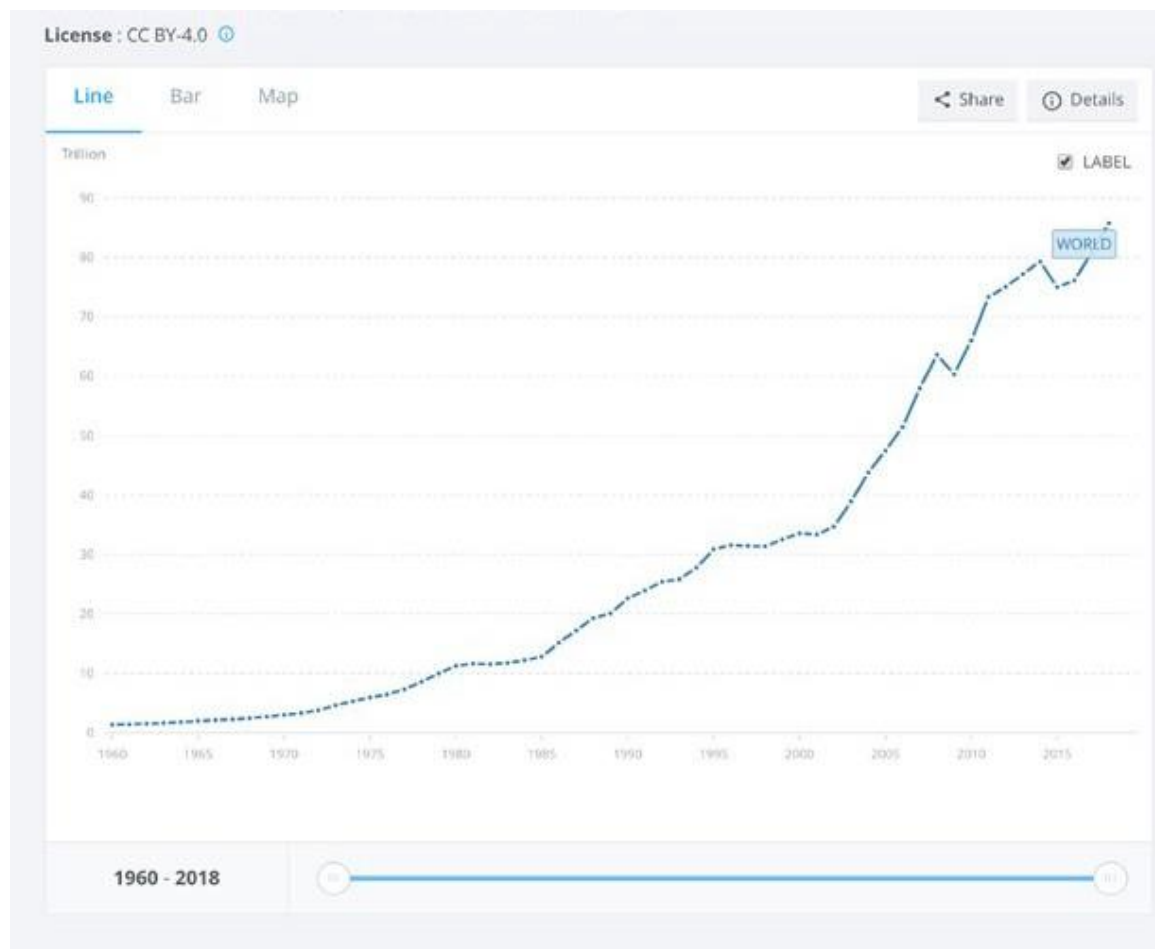


This report presents data on progress towards the Millennium Development Goals for the world as a whole and for various country groupings. These are classified as 'developing' regions, the transition economies of the Commonwealth of Independent States (CIS) in Asia and Europe, and the 'developed' regions.¹ The developing regions are further broken down into the subregions shown on the map above. These regional groupings are based on United Nations geographical divisions, with some modifications necessary to create, to the extent possible, groups of countries for which a meaningful analysis can be carried out. A complete list of countries included in each region and subregion is available at mdgs.un.org.

¹ Since there is no established convention for the designation of 'developed' and 'developing' countries or areas in the United Nations system, this distinction is made for the purposes of statistical analysis only.

CHAPITRE 2 : ANNEXES

VISUEL 1 : CROISSANCE MONDIALE – (EXTRAIT DE GLOBAL FORTUNE 500)



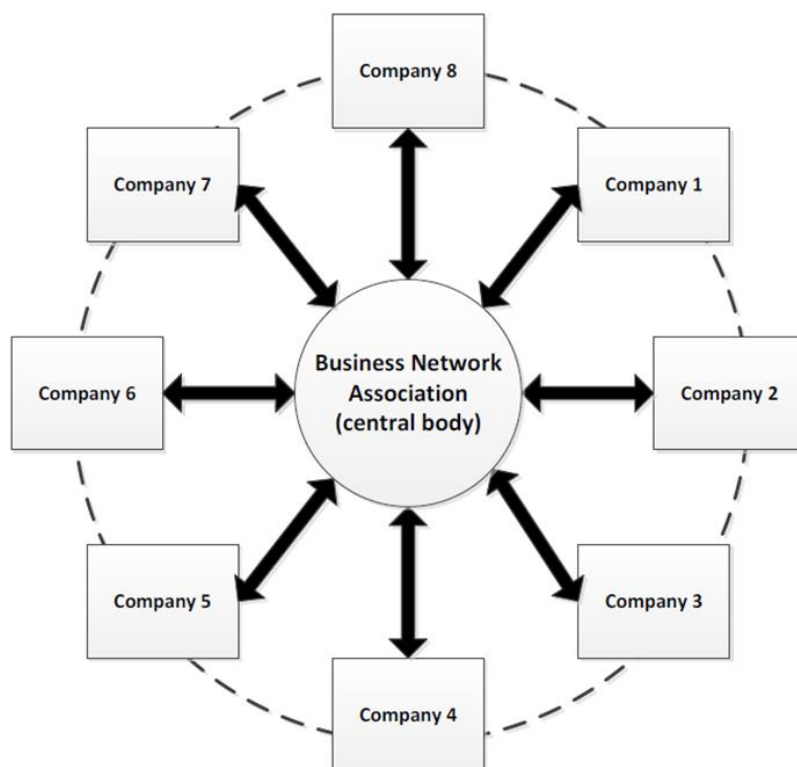
VISUEL 2 : EXEMPLE DE NIKE



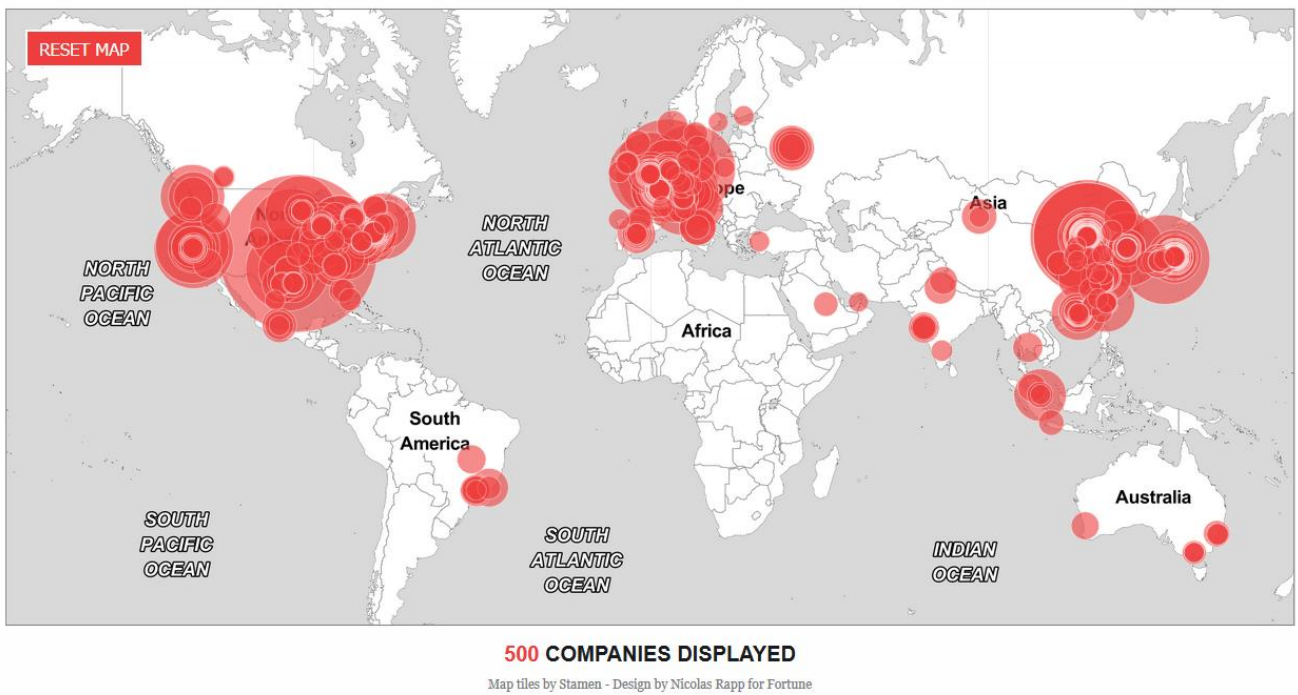
la fabrication se fait dans les zones à bas coûts, mais les centres de distribution s'installent soit là où le pouvoir d'achat est le plus élevé, soit dans les zones fortement peuplées (centre de distribution en Chine).

VISUEL 3 : SCHEMA GLOBAL D'UN RESEAU ASSOCIATIF

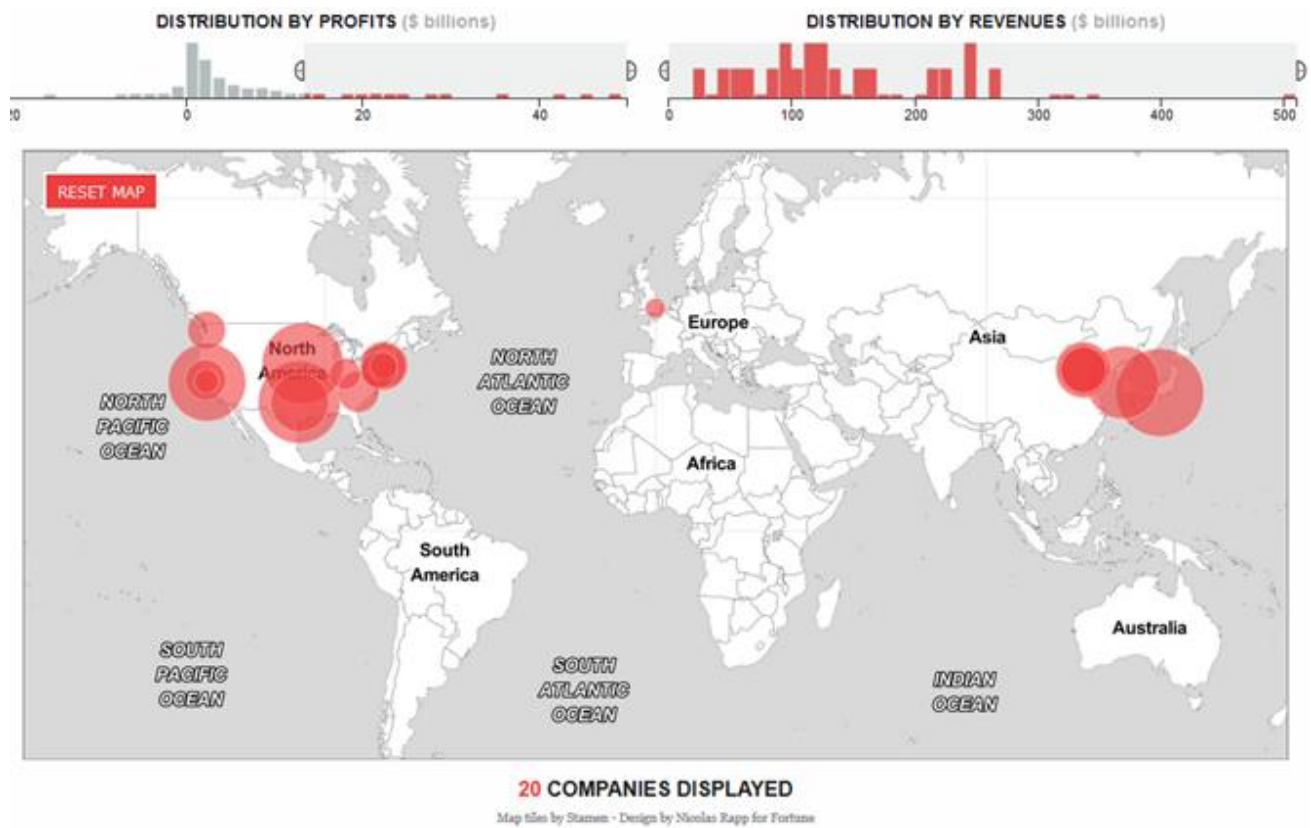
Figure 2 Business networks: associations



VISUEL 4 : CONCENTRATION DE LA PRODUCTION DE REVENUS DANS LE MONDE

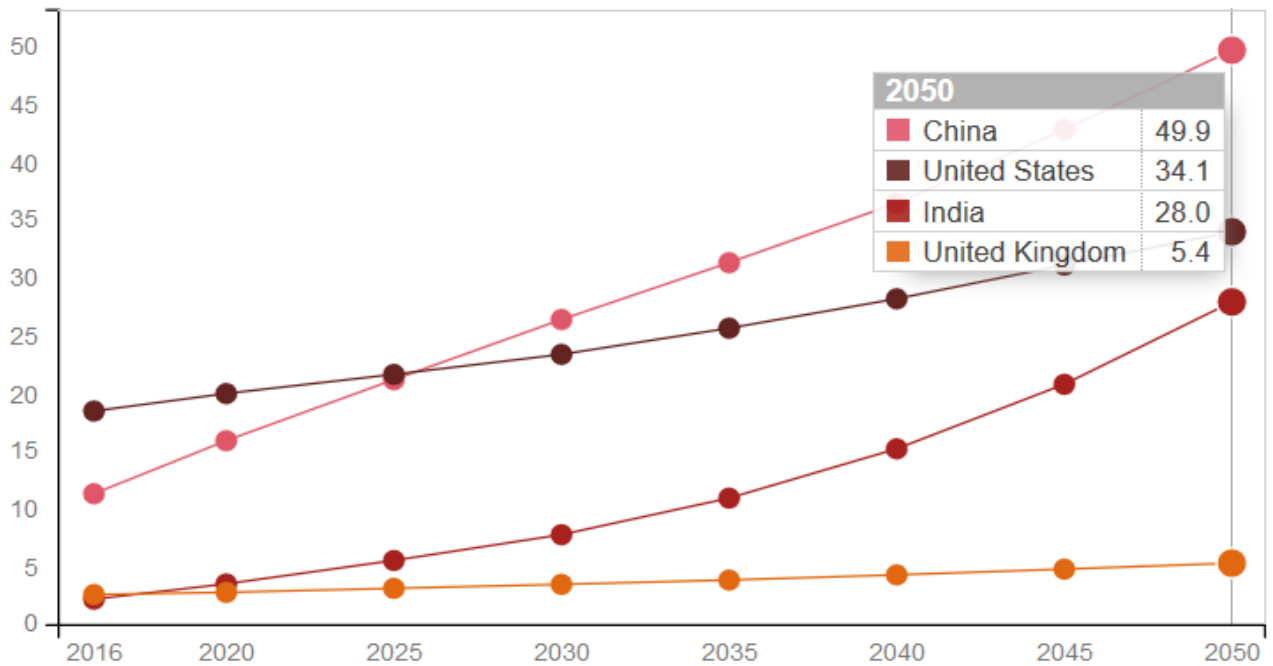


VISUEL 5 : CLASSEMENT DU TOP 20 DE FORTUNE GLOBAL 500

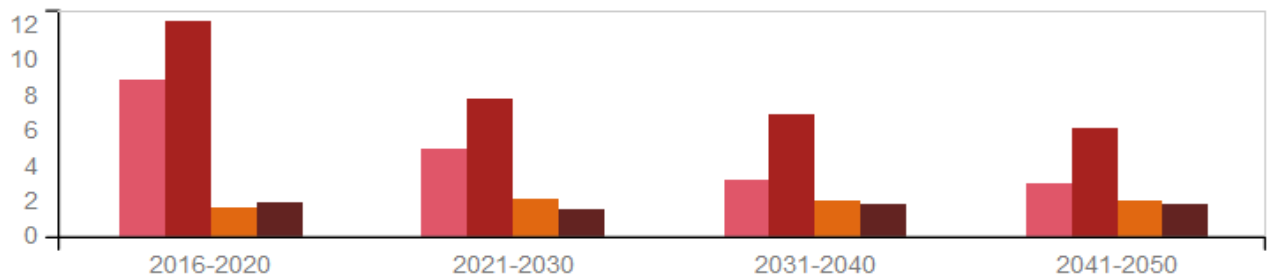


VISUEL 6 : CLASSEMENT PWC

GDP in MER terms (US\$ trillions)

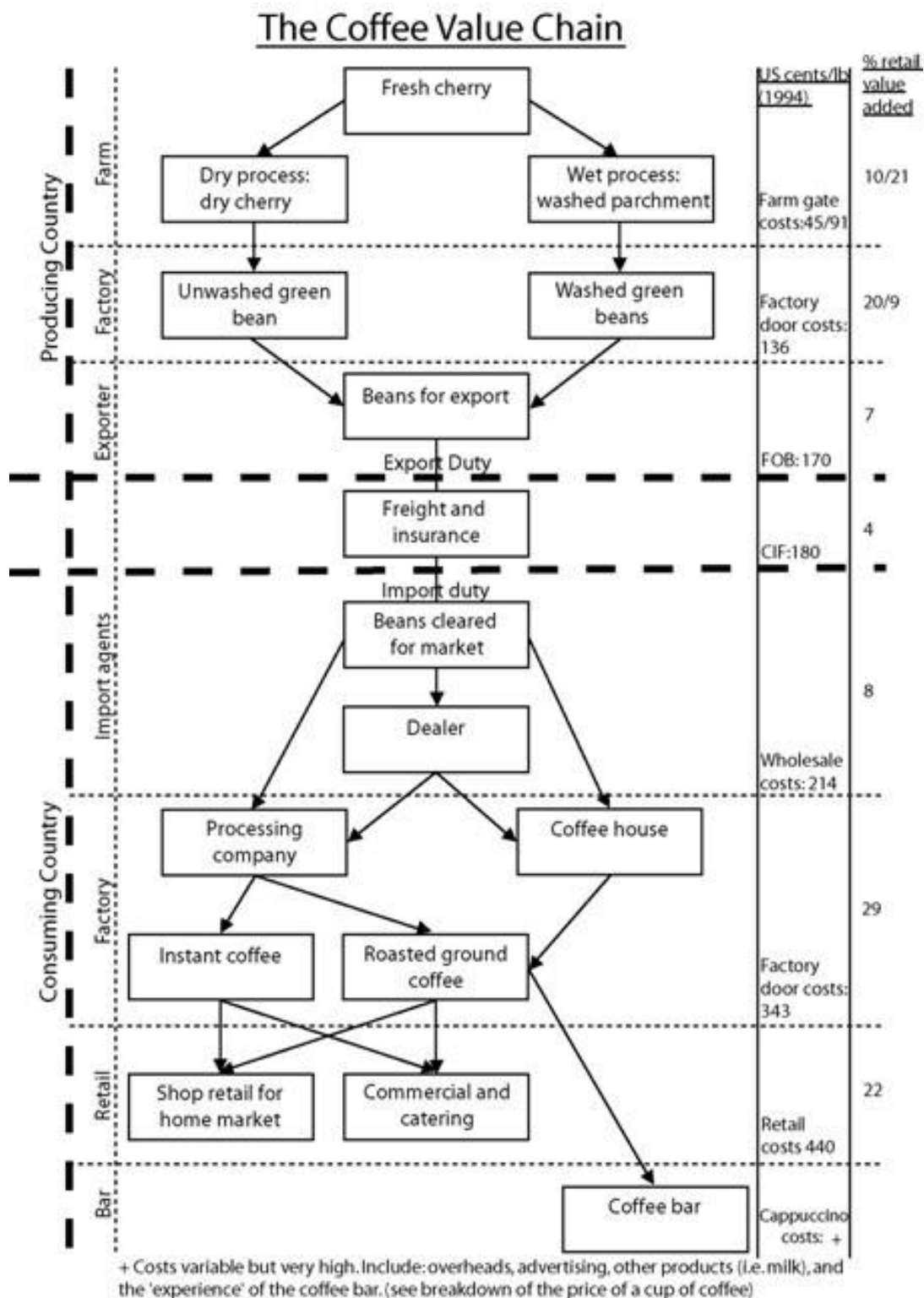


Annual average growth rate (%)



CHAPITRE 3 : ANNEXES

VISUEL 1 : LA CHAÎNE DE VALEUR DU CAFE



Analyse et développement des chaînes de valeur inclusives, EuropeAid, mai 2011 (www.ec.europa.eu)

VISUEL 2 : LA CHAÎNE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

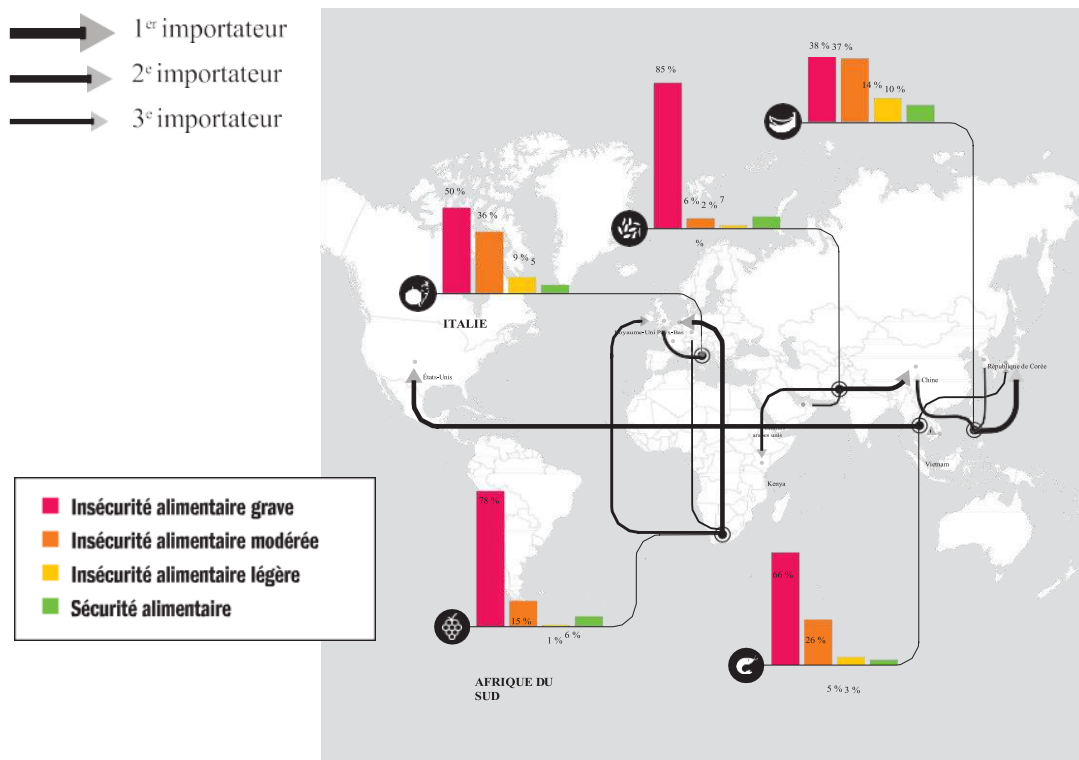
GRAPHIQUE 2 : LA FORTE CONCENTRATION DU MARCHÉ DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE



i Bayer-Monsanto, Dupont-Dow, et Chem-China Syngenta. Source : Friends of the Earth Europe, Heinrich Boll Foundation et Rosa Luxemburg Foundation. (2017). Agrifood Atlas: Facts and Figures about the Corporations that Control what we Eat. ii S.J Lowder, J. Skoet, T. Roney. (2017). The Number, Size and Distribution of Farms, Smallholder Farms and Family Farms Worldwide. *World Development*, 87, 16–29. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2008). Voir La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008. Rome : FAO. iii Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis Dreyfus Co. Source : Friends of the Earth Europe, Heinrich Boll Foundation et Rosa Luxemburg Foundation. (2017). Agrifood Atlas: Facts and Figures about the Corporations that Control what we Eat. Op cit. iv Friends of the Earth Europe, Heinrich Boll Foundation et Rosa Luxemburg Foundation. (2017). Agrifood Atlas: Facts and Figures about the Corporations that Control what we Eat. v Ibid.

Source : Derrière le code-barres, des inégalités en chaînes, Oxfam, juin 2018, page 15 https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2018/06/file_attachments_rapport_oxfam_derriere_le_codebarres.pdf

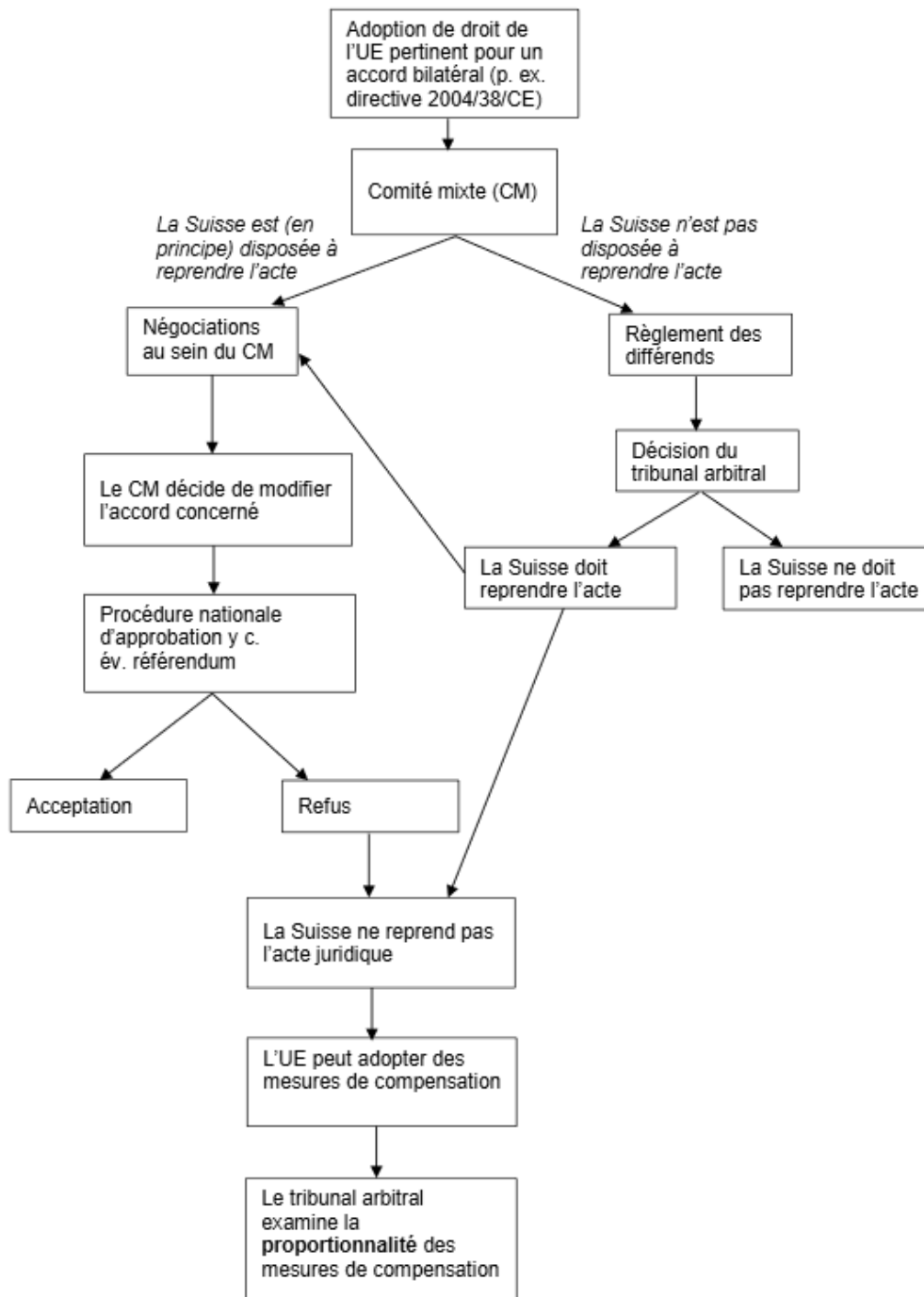
VISUEL 3 : LA CONCENTRATION DE PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE



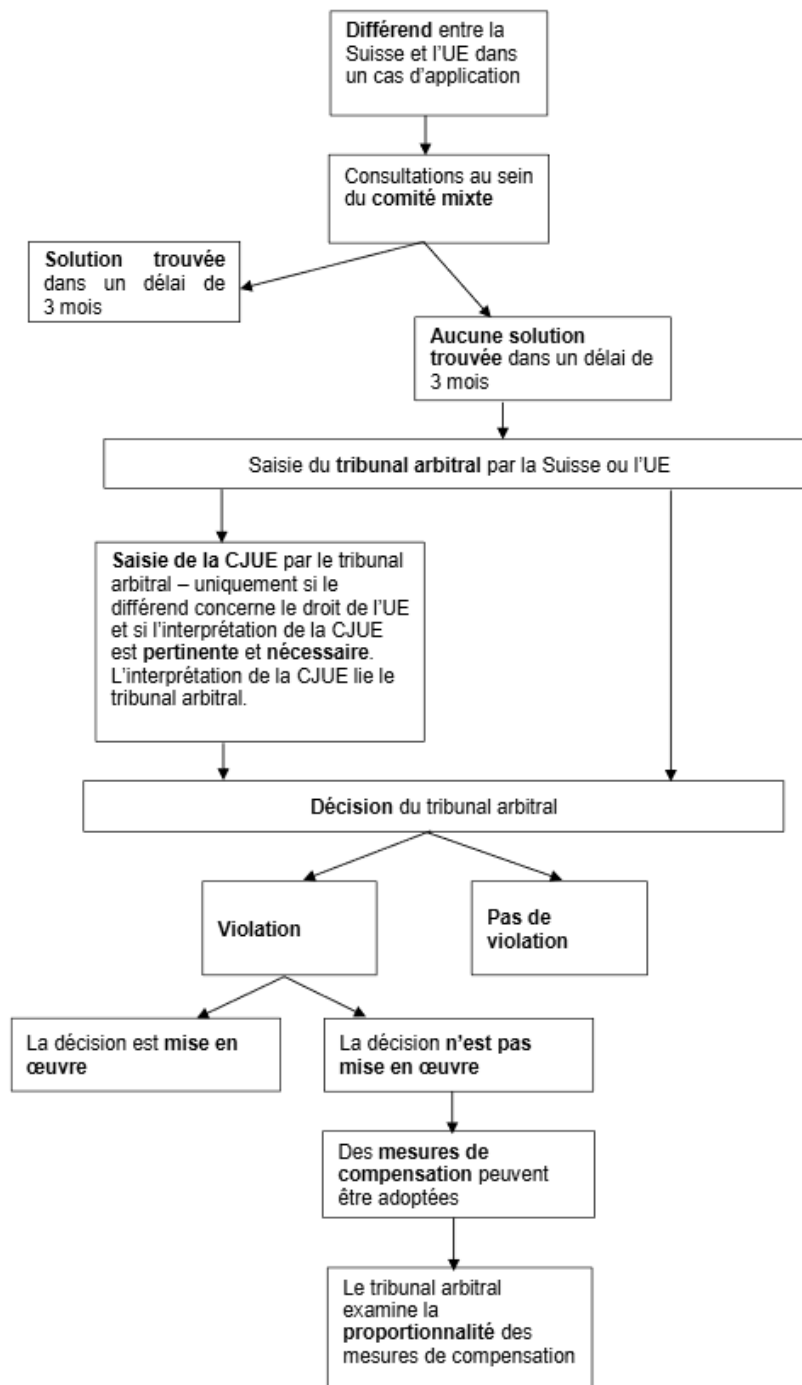
Source : Derrière le code-barres, des inégalités en chaînes, Oxfam, juin 2018, page 21

CHAPITRE 4 : ANNEXES

VISUEL 1 : SCHEMA DE FONCTIONNEMENT JURIDIQUE EN CE QUI CONCERNE LES ACCORDS SUISSE-UE



VISUEL 2 : SCHEMA DE FONCTIONNEMENT LORS DU REGLEMENT D'UN DIFFERENT

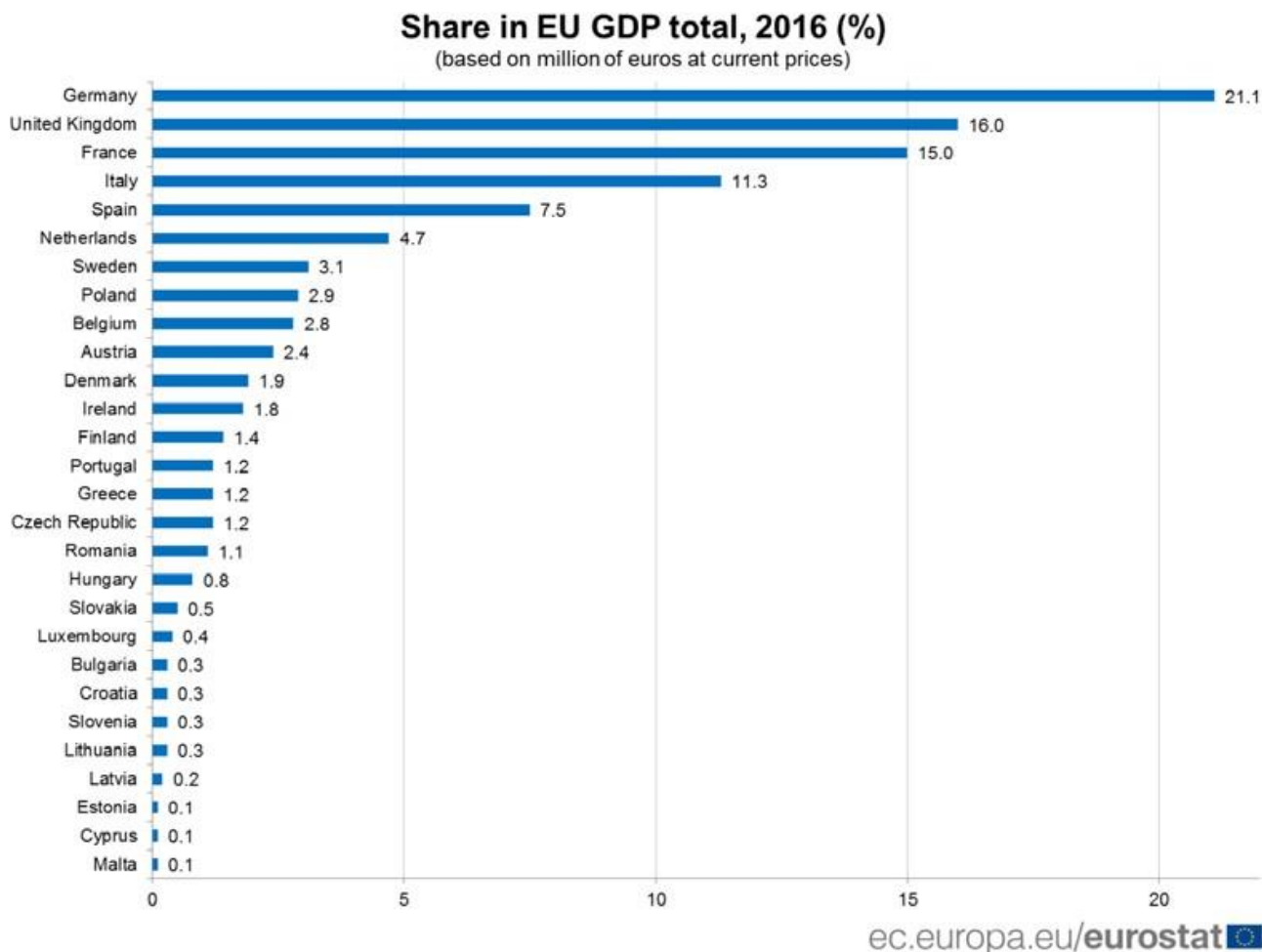


VISUEL 3 : ACCORD COMMERCIAL ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LES ÉTATS-UNIS : QU'EST-CE QUE LE RDIE ?

Système de règlement des différends entre investisseurs et États	Caractéristiques
1. Tribunal national	<ul style="list-style-type: none"> - Instrument commun dans les accords commerciaux - Basé sur une confiance dans le système judiciaire entre partenaires ayant une longue tradition d'État de droit - Les critiques faites à ce système soulignent que le pays où se trouve le tribunal peut être favorisé. De plus, les obligations internationales peuvent ne pas s'appliquer automatiquement au sein d'un tribunal national.
2. Système d'arbitrage international privé (RDIE)	<ul style="list-style-type: none"> - Instrument commun dans les accords commerciaux - Les arbitres ne sont pas des juges à plein temps, mais des avocats spécialisés en droit commercial - Ce système est indépendant, rattaché à aucun État. Pourtant, les critiques estiment qu'il pourrait restreindre le droit des gouvernements à légiférer dans l'intérêt public et pourrait mener à des conflits d'intérêts. - Pour éviter cela, la Commission européenne prévoit une liste d'arbitres du TTIP. Celle-ci serait convenue à l'avance entre l'Union européenne et les États-Unis.
3. Cour d'investissement multilatérale	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle option proposée par la Commission européenne - Instrument à long-terme - Cette option demande du temps pour pouvoir être mise en oeuvre (de 10 à 15 ans) et nécessite un financement
4. Instance bilatérale de recours composée de 7 juges exclusivement pour le TTIP	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle option proposée par la Commission européenne - Cet instrument pourrait être mis en oeuvre relativement rapidement - Les 7 juges feraient l'objet d'un accord entre l'Union européenne et les États-Unis (2 juges issus de l'UE, 2 des États-Unis, 3 venant d'ailleurs)

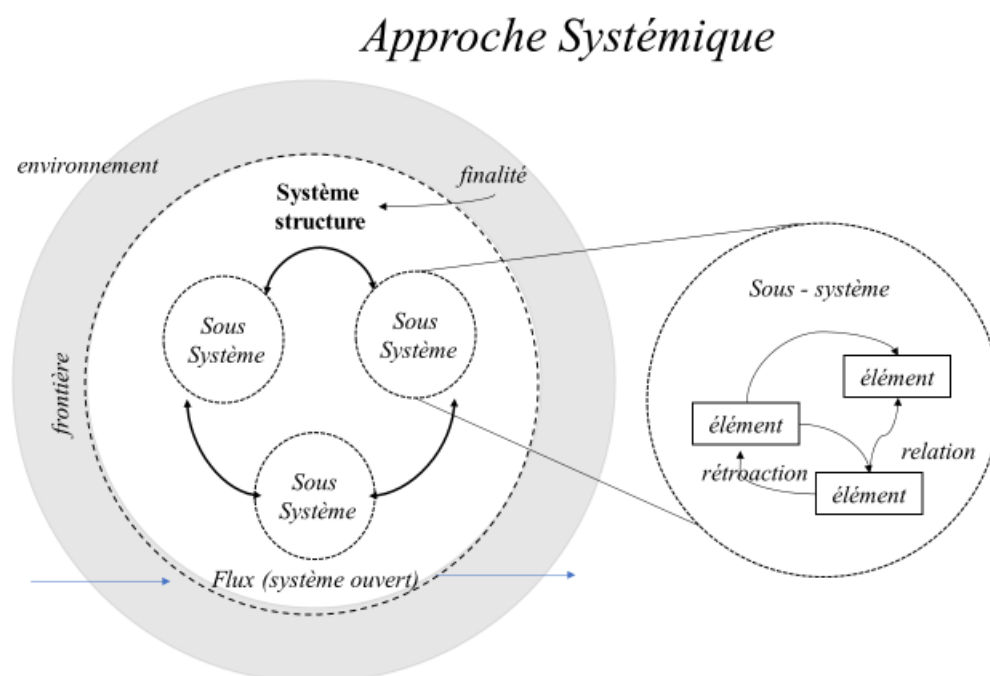
CHAPITRE 5 : ANNEXES

VISUEL 1 : L'UE ET SON POIDS ECONOMIQUE DETAILLE



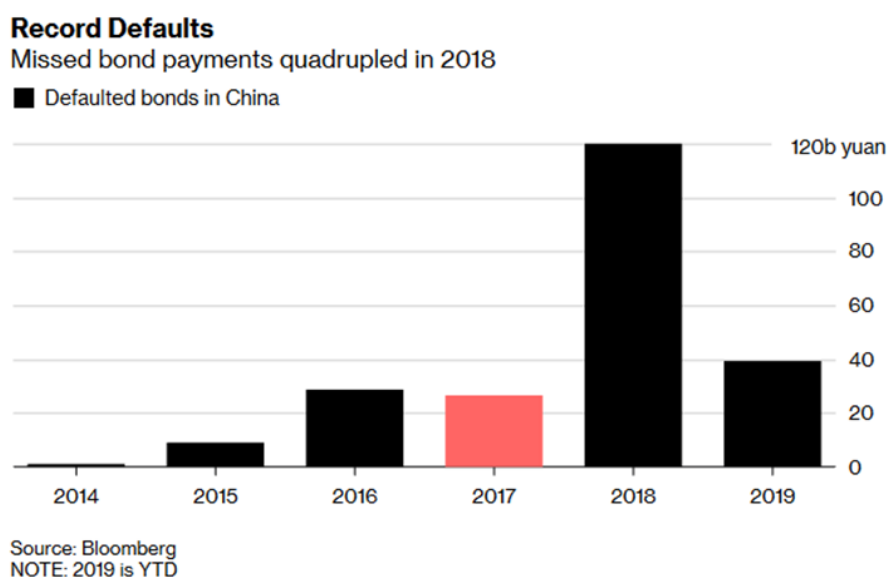
CHAPITRE 6 : ANNEXES

VISUEL 1 : APPROCHE SYSTEMIQUE



Camus, Sandra, Lubica Hikkerova, et Jean-Michel Sahut. « *Tourisme durable : une approche systémique* », Management & Avenir, vol. 34, no. 4, 2010, pp. 253-269

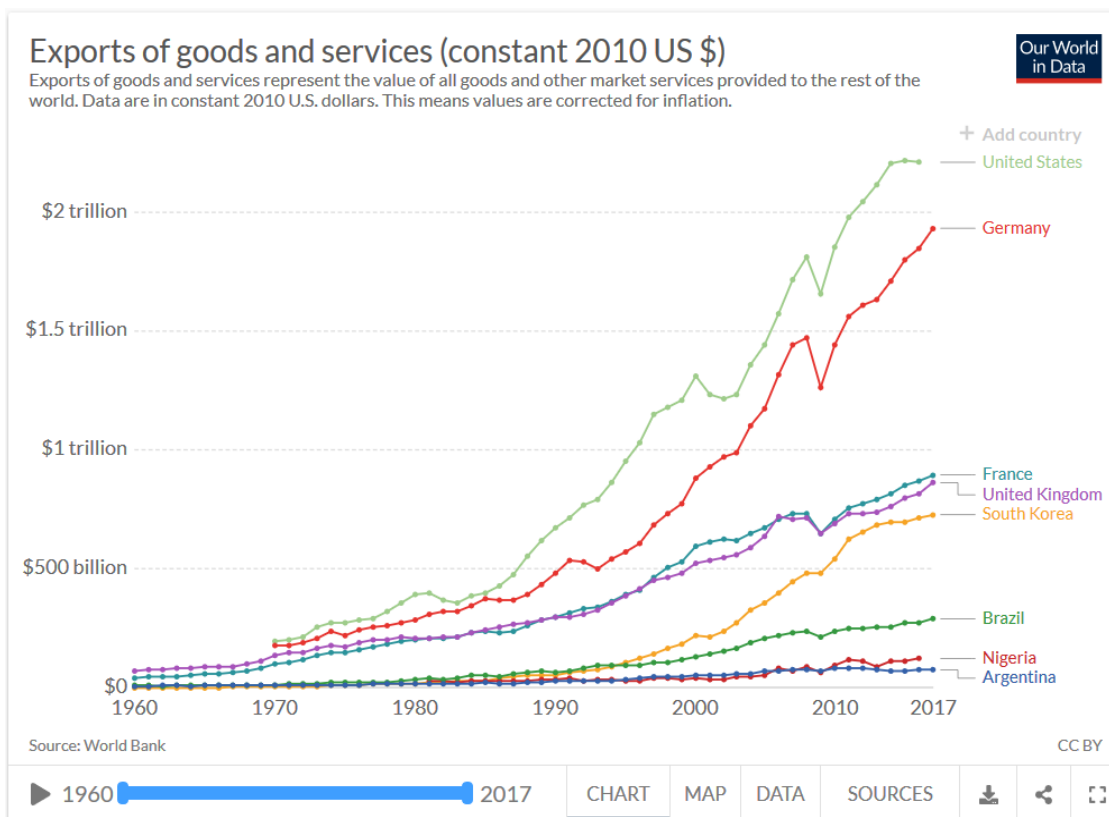
VISUEL 2 : GRAPHIQUE DES FAILLITES SUR LE MARCHE DES OBLIGATIONS EN CHINE



Faillites sur le marché obligataire chinois Année 2019 au 8 mai. Des records en perspective pour 2019

CHAPITRE 8 : ANNEXES

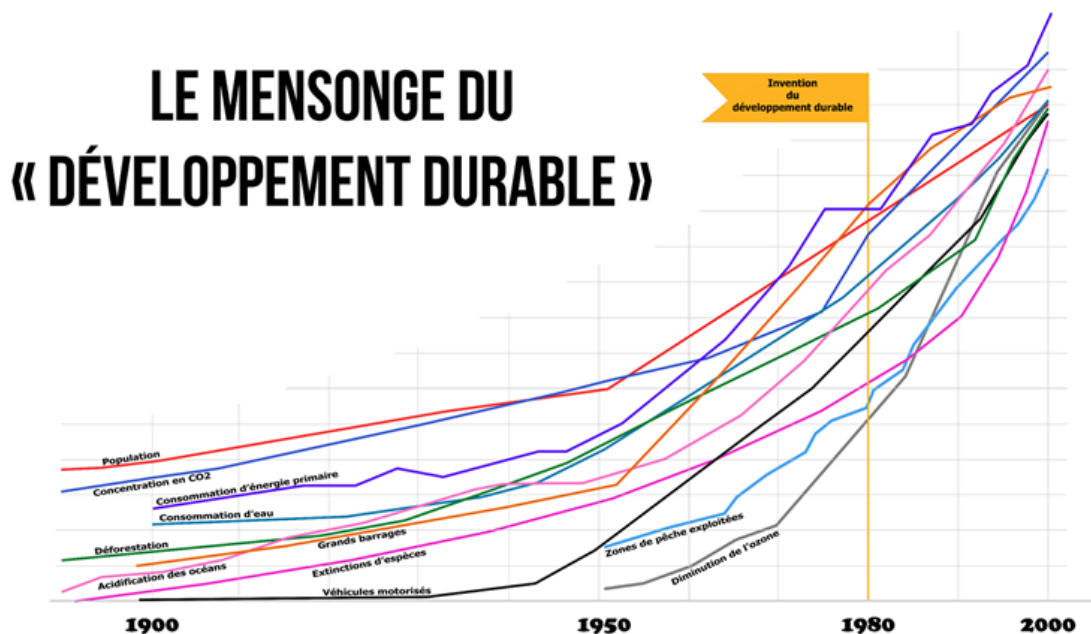
VISUEL 1 : GRAPHIQUE DES BIENS ET DES SERVICES



BIENS ET Services <https://ourworldindata.org/trade-and-globalization>

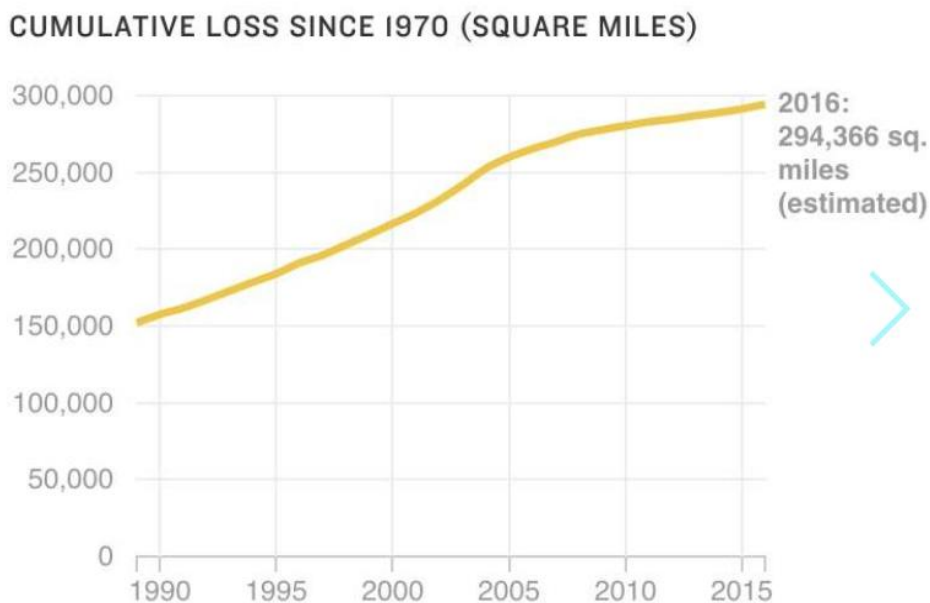
CHAPITRE 9 : ANNEXES

VISUEL 1 : LE MENSONGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Source : New Scientist (2008)/Global Change and the Earth System (2004)/International Geosphere-Biosphere Programme/Steffen, W., W. Broadgate, L. Deutsch, O. Gaffney, C. Ludwig. 2015. The trajectory of the Anthropocene : Thegreat acceleration

VISUEL 2 : LA DEFORESTATION AU CONGO



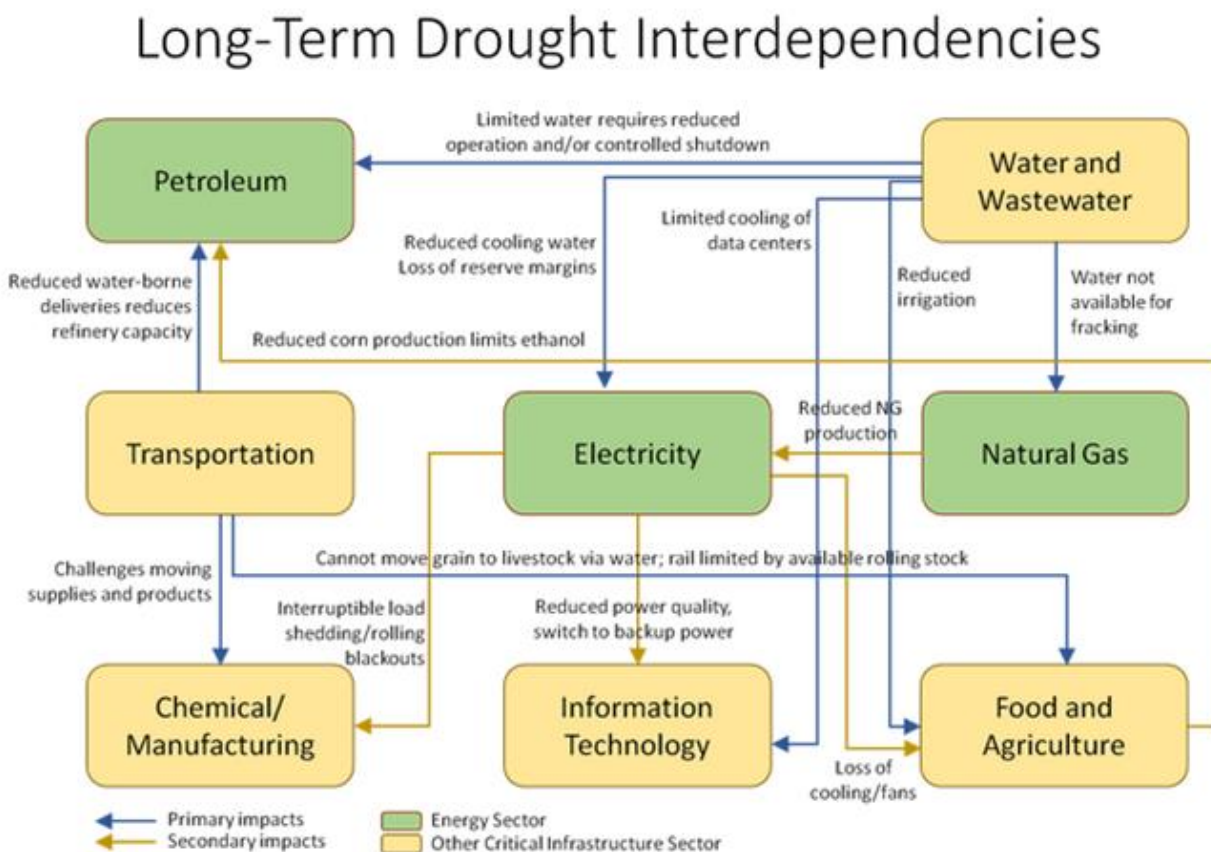
CHAPITRE 11 : ANNEXES

VISUEL 1 : EXTRAIT DE L'INSCRIPTION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AU REGISTRE DES ENTREPRISES BELGES

Généralités	
Numéro d'entreprise:	0949.383.342 (Ce numéro d'entreprise remplace 0900.004.305 clôturée depuis le 14/02/2011 et 0850.114.136 clôturée depuis le 11/07/2012)
Statut:	Actif
Situation juridique:	Situation normale Depuis le 1 janvier 1988
Date de début:	1 janvier 1988
Dénomination:	COMMISSION DE L'UNION EUROPEENNE - COMMISSIE VAN DE EUROPESE UNIE Langue de la dénomination non spécifiée, depuis le 13 octobre 1994
Adresse du siège:	Rue de la Loi 200 1040 Bruxelles Depuis le 1 mars 1996
Numéro de téléphone:	Pas de données reprises dans la BCE.
Numéro de fax:	Pas de données reprises dans la BCE.
E-mail:	Pas de données reprises dans la BCE.
Adresse web:	Pas de données reprises dans la BCE.
Type d'entité:	Personne morale
Forme légale:	Organisme public étranger ou international Depuis le 1 janvier 1988
Nombre d'unités d'établissement (UE):	71 Liste UE - Données et Activités par UE

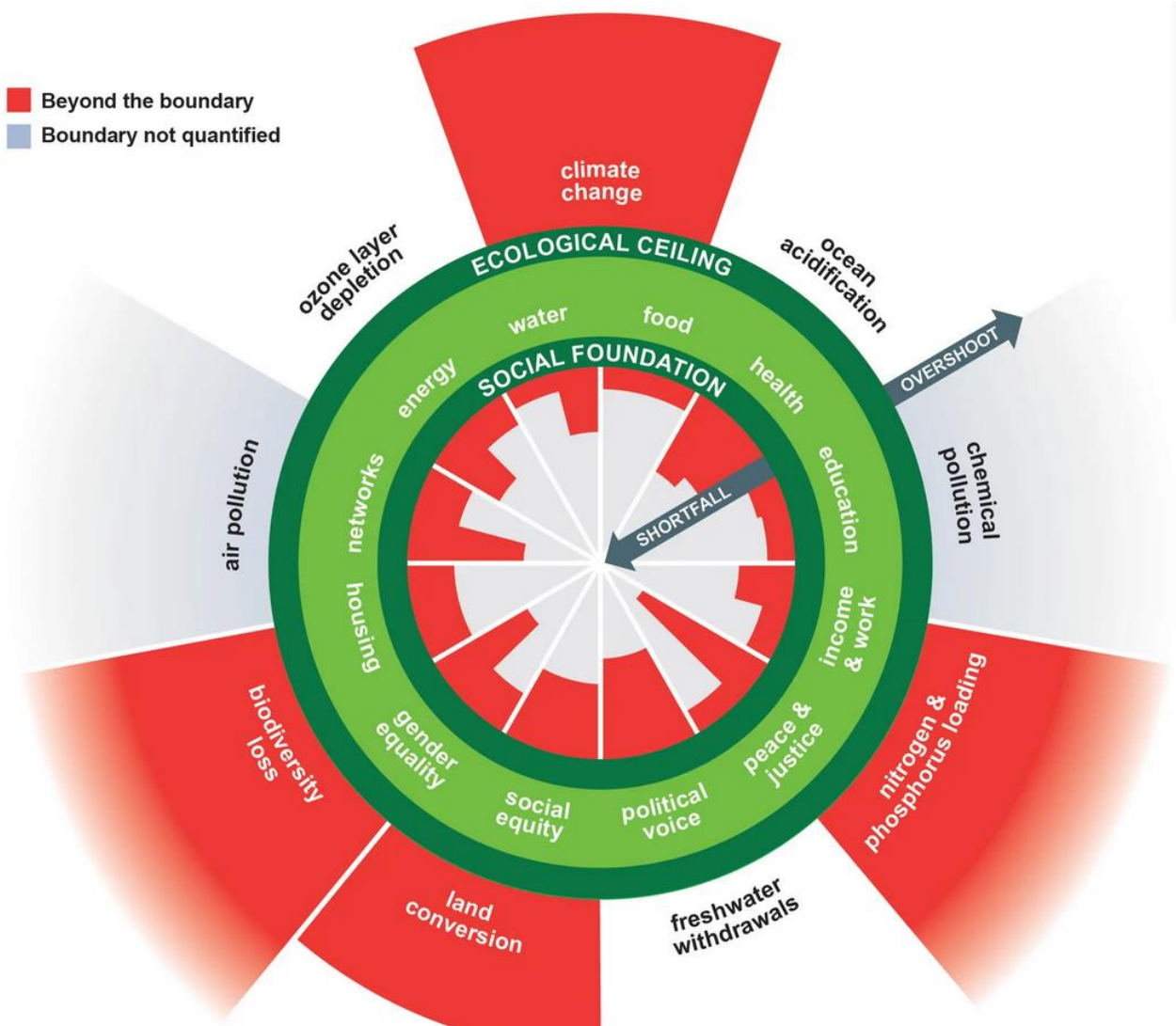
CHAPITRE 12 : ANNEXES

VISUEL 1 : L'INTERDÉPENDANCE ENTRE LES FACTEURS LIÉS À LA SÉCHERESSE (NEXIGHT GROUP)

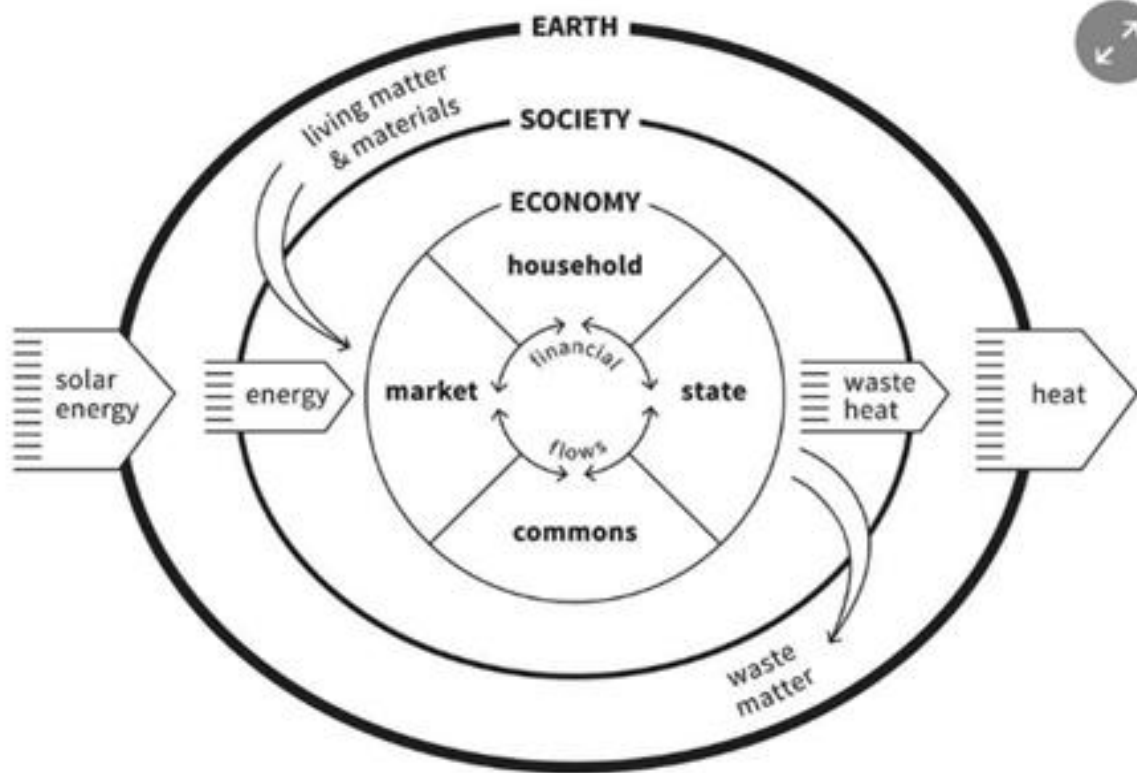



CHAPITRE 14 : ANNEXES

VISUEL 1 : LE MODELE « BOULE DE BERLIN » DE MME KATE RAWORTH, ECONOMISTE



VISUEL 2 : LES FLUX FINANCIERS



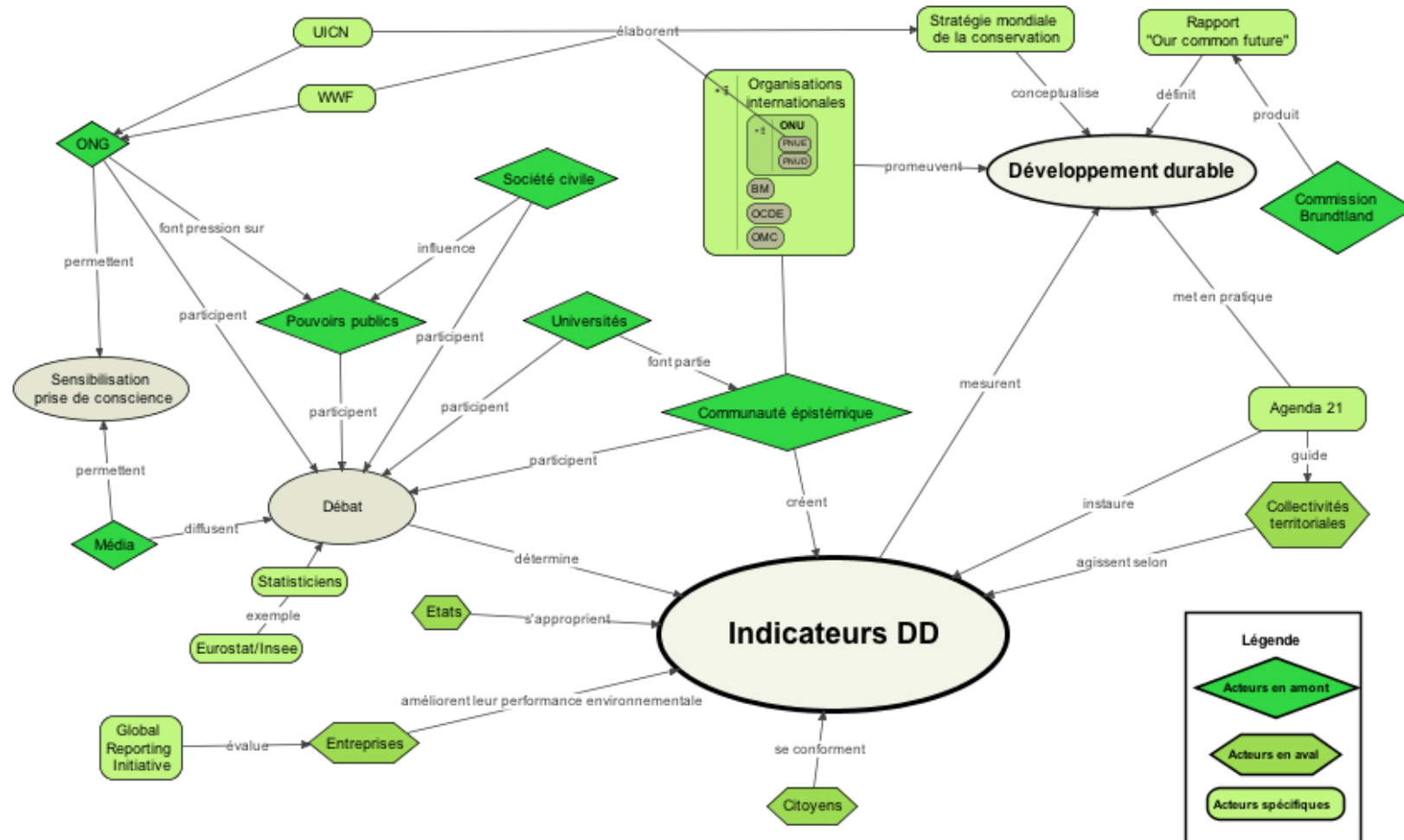
 The embedded economy 'reminds us that we are more than just workers and consumers'.
Source: Kate Raworth and Marcia Mihotich



"Finally, a breakthrough alternative to growth economics – the doughnut", George Monbiot, The Guardian

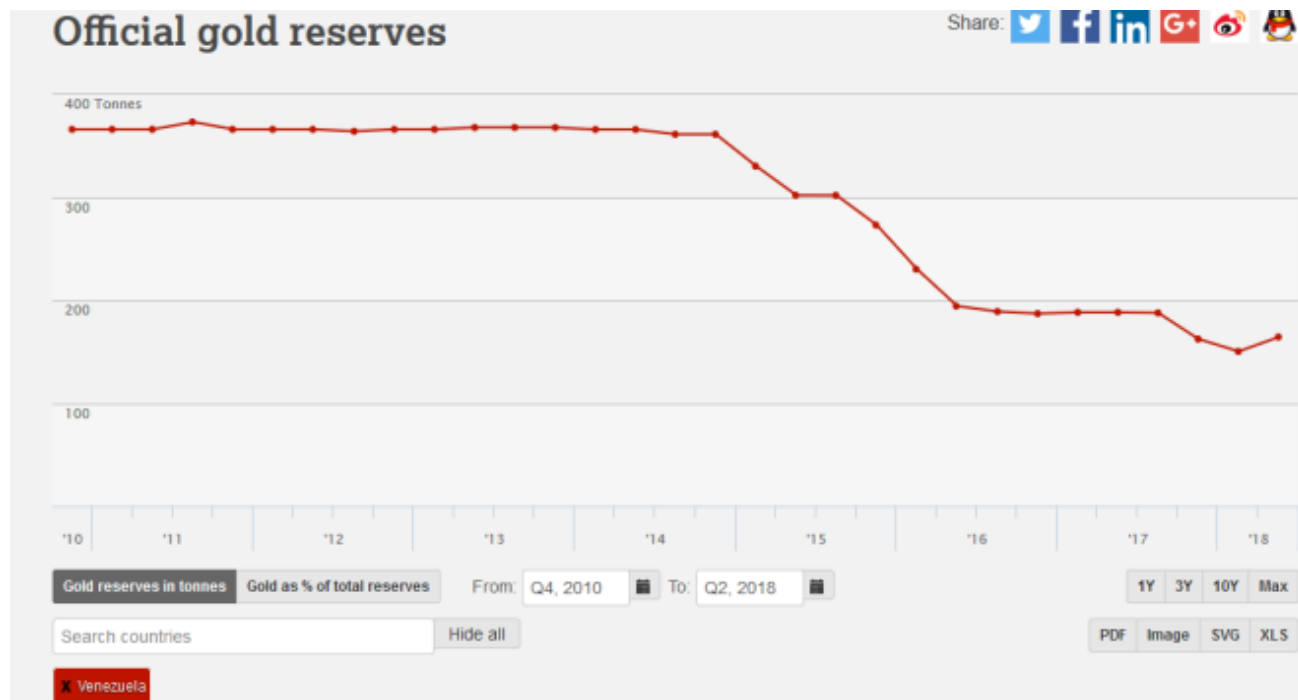
CHAPITRE 15 : ANNEXES

VISUEL 1 : LES INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET LES ACTEURS



CHAPITRE 17 : ANNEXES

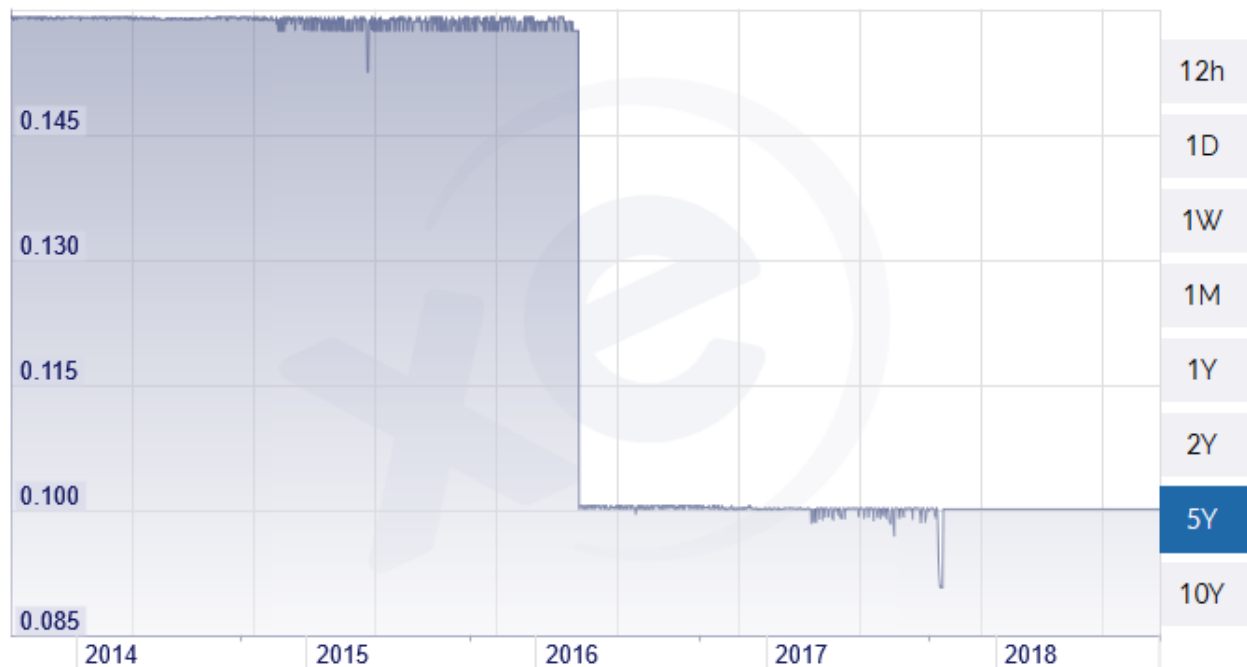
VISUEL 1 : LA VENTE DE L'OR AU VENEZUELA



VISUEL 2 : LA MONNAIE VÉNÉZUÉLIENNE ATTAQUÉE PAR LE DOLLAR AMÉRICAIN

Graphique VEF en USD

19 Oct 2013 00:00 UTC - 18 Oct 2018 06:36 UTC **VEF/USD** close:0.10013 low:0.09071 high:0.15913



VISUEL 3 : LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA BANANE



La représentation de la CdV de la banane à des fins de plaidoyer

Figure 2- Source: présentation aux journées artisans du monde novembre 2005 – peuples solidaires- Alternatives économiques – Carrefour – Max Havelaar

CHAPITRE 18 : ANNEXES

VISUEL 1 : CLASSEMENT DES FTN DANS LES PARADIS FISCAUX

Which Companies Have The Most Tax Havens?

Fortune 500 companies by number of tax haven subsidiaries in 2017



@StatistaCharts Source: institute on Taxation and Economic Policy

Forbes statista

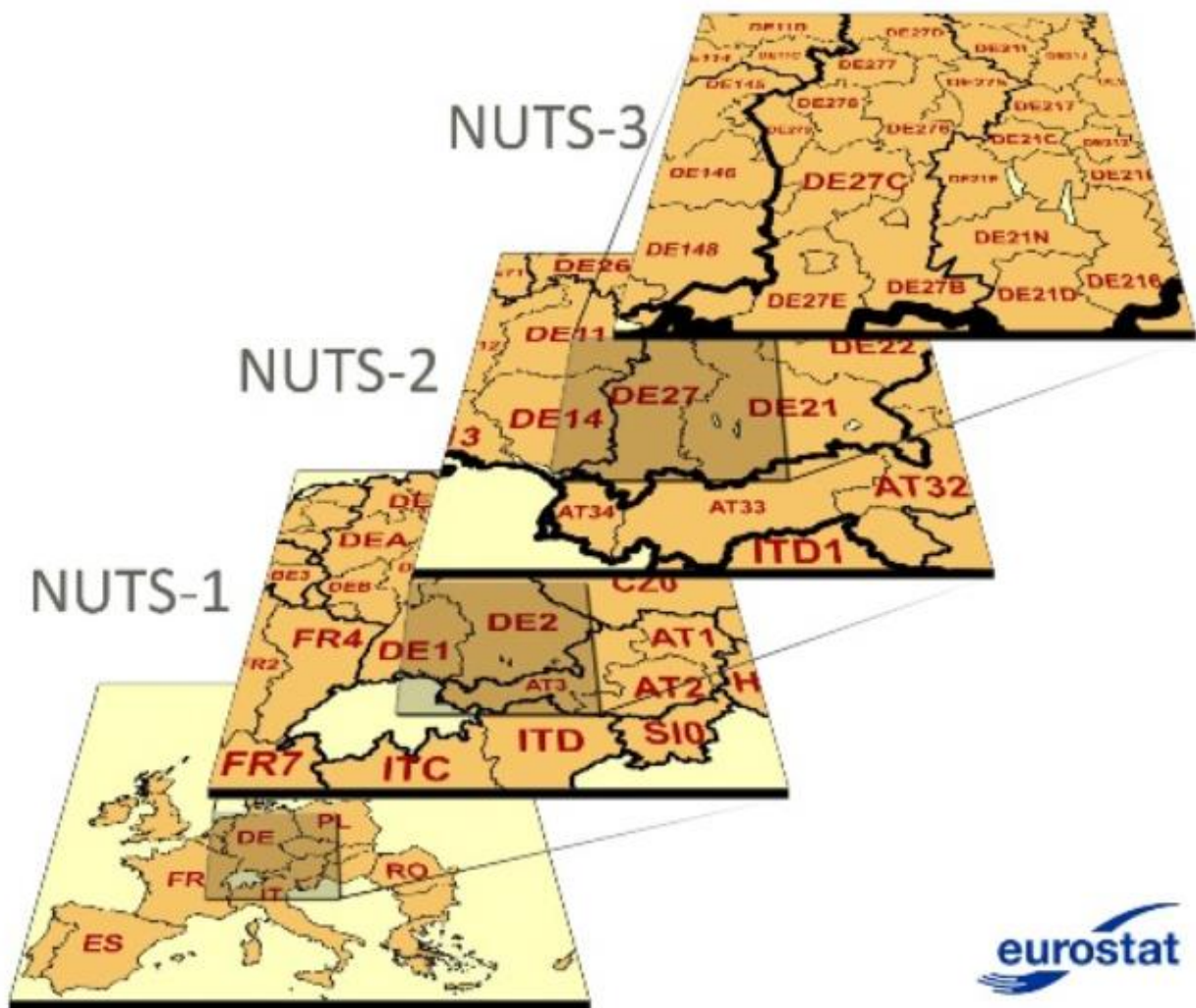
The top 50 US corporations”, Oxfam America, <https://action.oxfamamerica.org/stoptaxdodging/data-table>

VISUEL 2 : LE PROGRAMME DE SUBVENTION DU CONSEIL FEDERAL



CHAPITRE 19 : ANNEXES

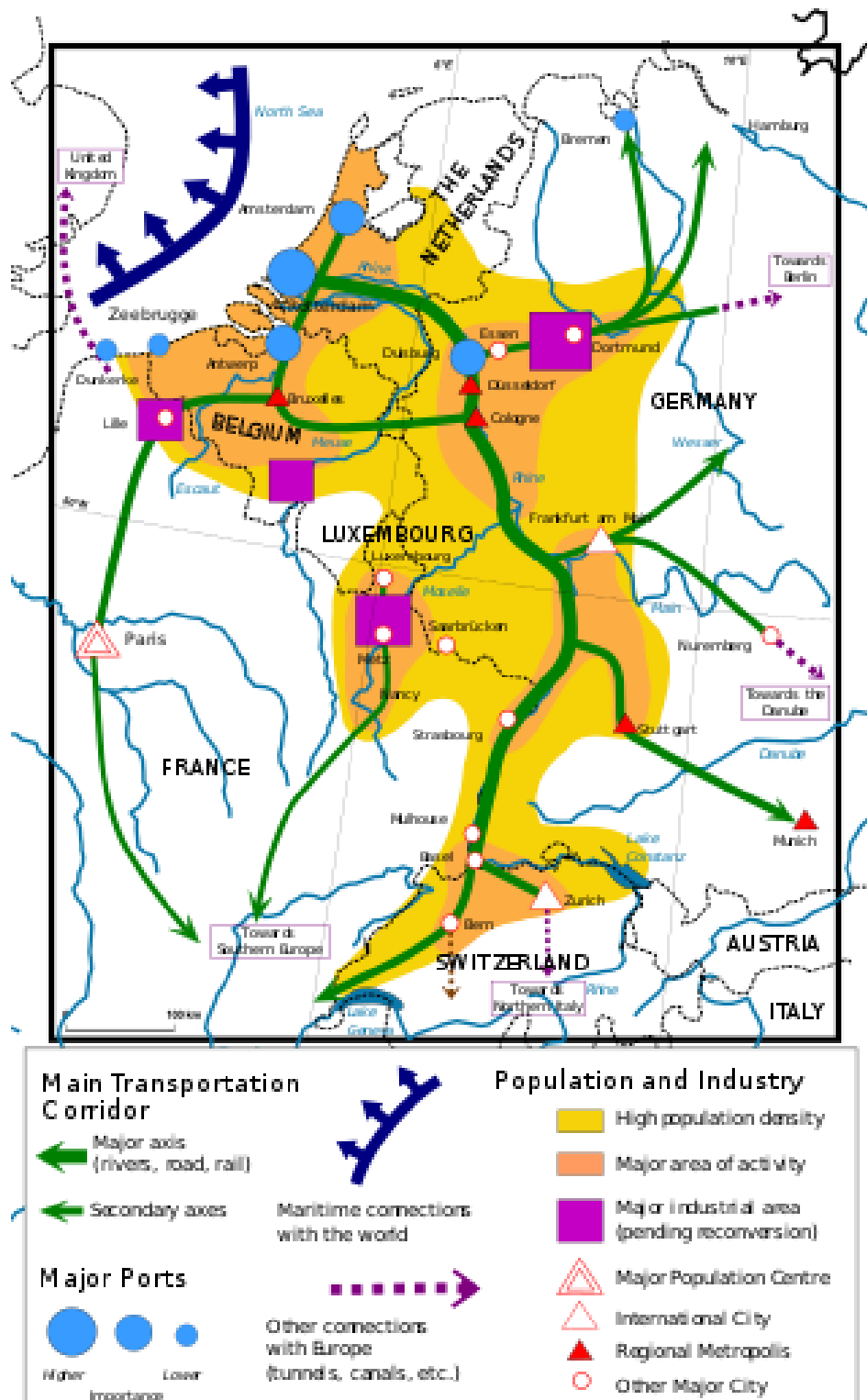
VISUEL 1 : LES NUTS



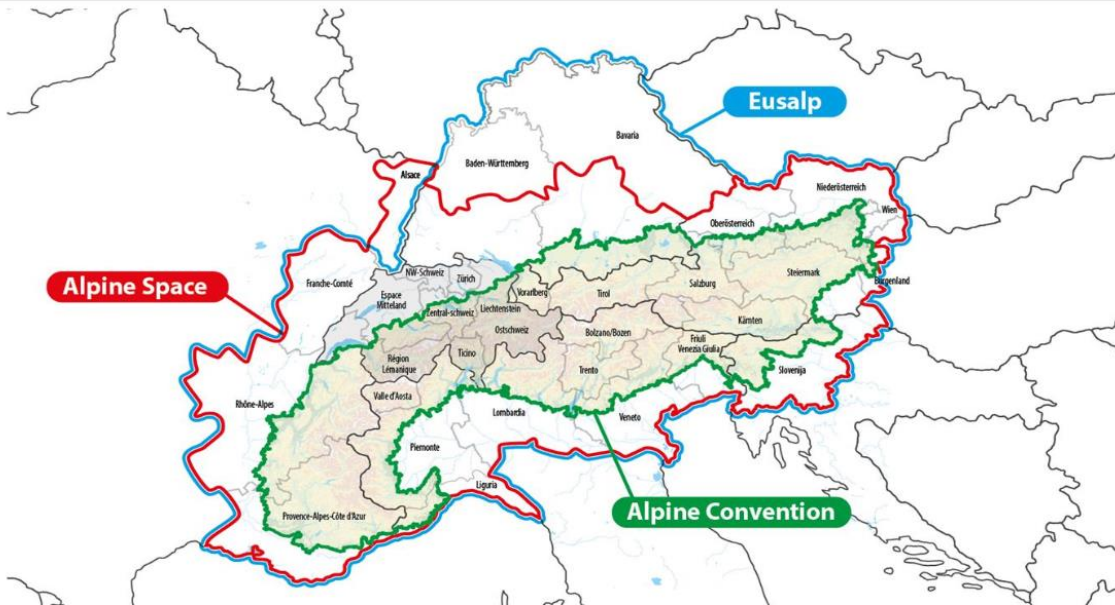
VISUEL 2 : CARTE QUI REPRÉSENTE LE RÉSEAU DE SANTÉ CALIFORNIEN DÉCOUPÉ EN FONCTION DES RÉGIONS



VISUEL 3 : ZOOM SUR L'EUROPE RHÉNANE INCLUSE DANS LA MÉGALOPOLE EUROPÉENNE LONDRES-MILAN



Le territoire



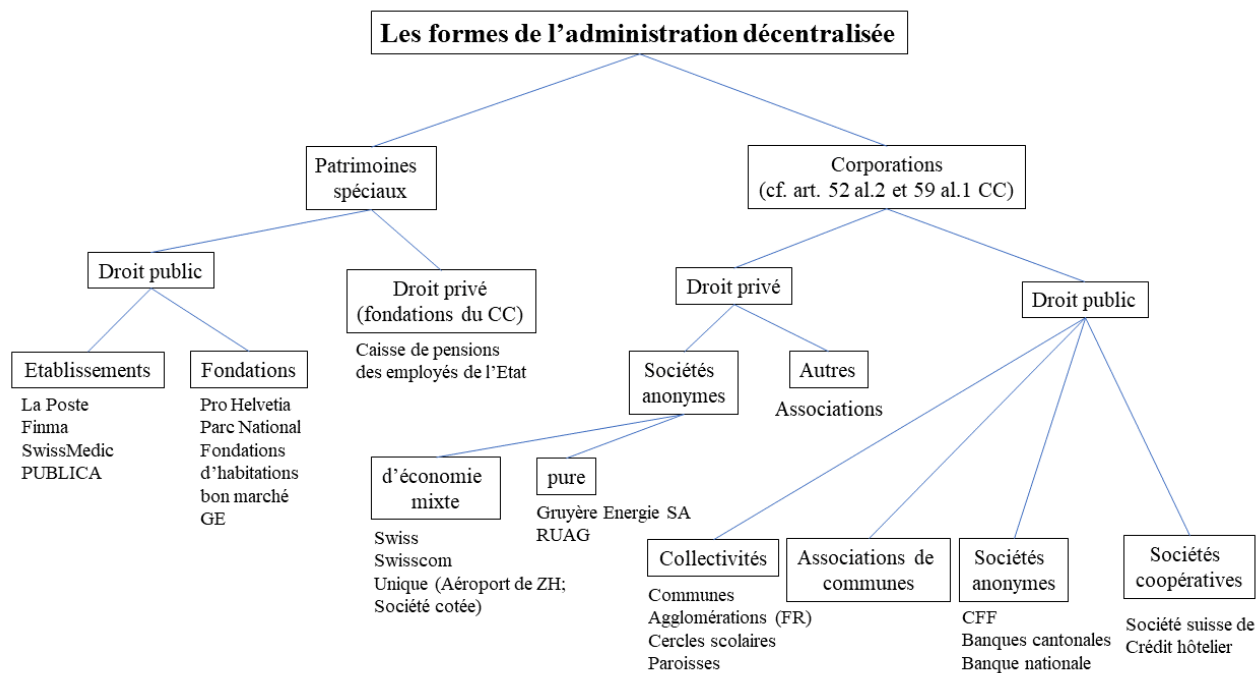
CHAPITRE 20 : ANNEXES

VISUEL 1 : « LE NEW PUBLIC MANAGEMENT » OU NOUVELLE GESTION PUBLIQUE

Tableau 1 : Éléments constitutifs de la Nouvelle Gestion Publique (NGP)

<i>Principes de la NGP</i>	<i>Outils de la NGP</i>
<i>Séparer la prise de décision stratégique, qui relève du pouvoir politique, de la gestion opérationnelle, qui est sous la responsabilité de l'administration ; Distinguer ainsi les tâches de financeurs, acheteurs et prestataires des services publics.</i>	<i>Négociation de contrat de prestations, qui fixent des indicateurs de performance à atteindre dans un délai imparti, entre les autorités politiques (parlement, gouvernement) et les responsables des services administratifs.</i>
<i>Orienter les activités administratives en fonction des produits à fournir (plutôt que des règles procédurales à suivre, en matière d'affectation des ressources notamment).</i>	<i>Attribution de budgets globaux aux gestionnaires publics qui disposent d'une large marge de manœuvre pour satisfaire à leurs critères de rendement.</i>
<i>Réduire la hiérarchie, amincir les bureaucraties, décentraliser certaines tâches administratives et déléguer la gestion au niveau le plus bas (selon le principe de subsidiarité).</i>	<i>Création d'agences exécutives et de structures organisationnelles plus flexibles ainsi que déréglementation de certains statuts de la fonction publique en introduisant des mandats individualisés et le salaire au mérite.</i>
<i>Introduire des mécanismes de type marché dans la production de biens et services d'intérêt général (y compris en créant des quasi-marchés).</i>	<i>Mise au concours pour la fourniture de certaines prestations (marchés publics), déréglementation des monopoles publics et introduction de bons (vouchers) aux usagers qui choisissent librement leurs fournisseurs.</i>
<i>Créer de la transparence sur la qualité et les coûts des prestations administratives ; Utiliser de manière efficiente les ressources publiques (value for money).</i>	<i>Calcul et comparaison des coûts grâce à une comptabilité analytique (par groupe de produits administratifs) et comparaison de différents prestataires (benchmarking).</i>
<i>Orienter les prestations administratives vers les besoins des usagers (ou clients) en les impliquant dans la définition et l'évaluation des prestations à fournir.</i>	<i>Gestion orientée vers la qualité (voire la certification des processus), chartes de service public et enquête de satisfaction réalisée auprès des clients.</i>

VISUEL 2 : L'ADMINISTRATION DECENTRALISEE VERSION SUISSE



Rapport relatif à LA REPRÉSENTATION DE L'ÉTAT DANS SES ENTREPRISES, Université de Fribourg, avril 2011

Access to Information in Switzerland

7. Irrespective of the nationality of the owners of a U.S. exchange, the SEC has a statutory obligation to oversee a U.S. exchange's compliance with its obligations under the Exchange Act.
8. Persons who control a U.S. securities exchange, whether foreign or domestic, have committed through their governing documents that, among other things, their books and records related to the activities of the exchange are subject at all times to inspection and copying by the SEC and the exchange, are deemed to be the books and records of the exchange for purposes of and subject to oversight pursuant to the U.S. securities laws, and will be kept in the United States.
9. While the SEC anticipates that it will be able to secure most, if not all, of the information it requires directly from the U.S. Markets, it may, from time to time, request that SWX or one of the other Swiss Companies provide the SEC with information related to the activities of the U.S. Markets, including books and records related to the activities of the U.S. Markets.
10. Swiss legal provisions⁴ may restrict the Swiss Companies' ability to provide the SEC directly with access to information, including books and records, related to the activities of the U.S. Markets.

Procedure for Delivery of Information

11. In order to facilitate the ability of the Swiss Companies to meet their obligations as owners of a U.S. securities exchange⁵ in a manner consistent with Swiss law, the SEC and FINMA have developed a procedure by which FINMA undertakes to serve as a conduit for the delivery of information and participate in oral exchanges between the SEC and the Swiss Companies⁶ ("Procedure"). Pursuant to this Procedure, where necessitated by Swiss law:
 - i. Where the SEC makes a request to any of the Swiss Companies for information related to the activities of a U.S. Market, including books and records related to the activities of such U.S. Market, FINMA shall deliver to the SEC without delay any responsive information provided to FINMA by the Swiss Companies;

⁴ These legal provisions may include, without limitation, Article 271 of the Swiss Penal Code.

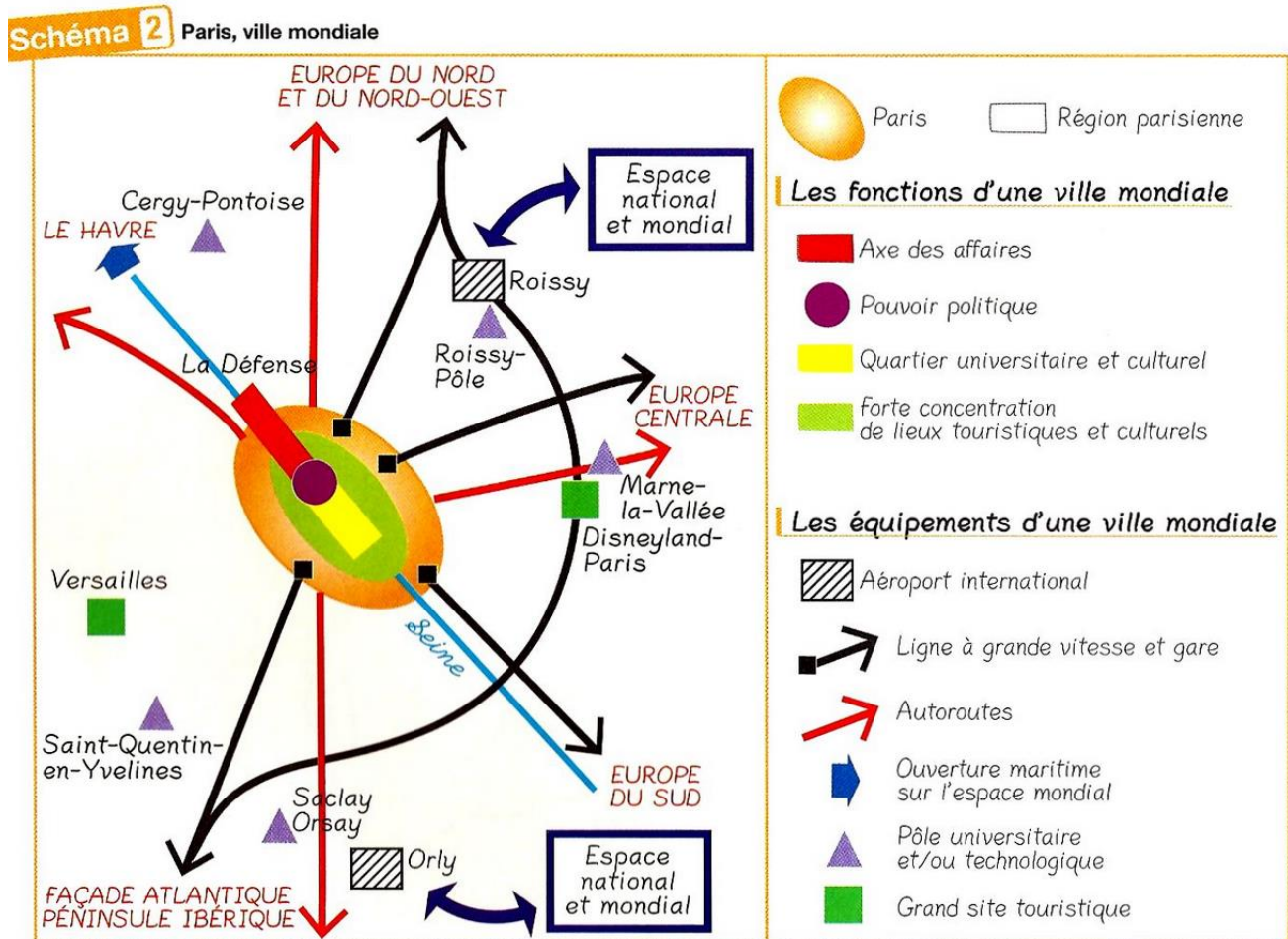
⁵ Commitments by the Swiss Companies, in connection with their involvement in the activities of the U.S. Markets, to comply with the U.S. federal securities laws and the rules and regulations thereunder and to cooperate with the SEC will be reflected in binding corporate resolutions.

⁶ The Procedure established under this Undertaking covers the Swiss Companies, as well as any other companies incorporated under Swiss law that may become future direct or indirect owners of the U.S. Markets.

Source : Site Finma.ch

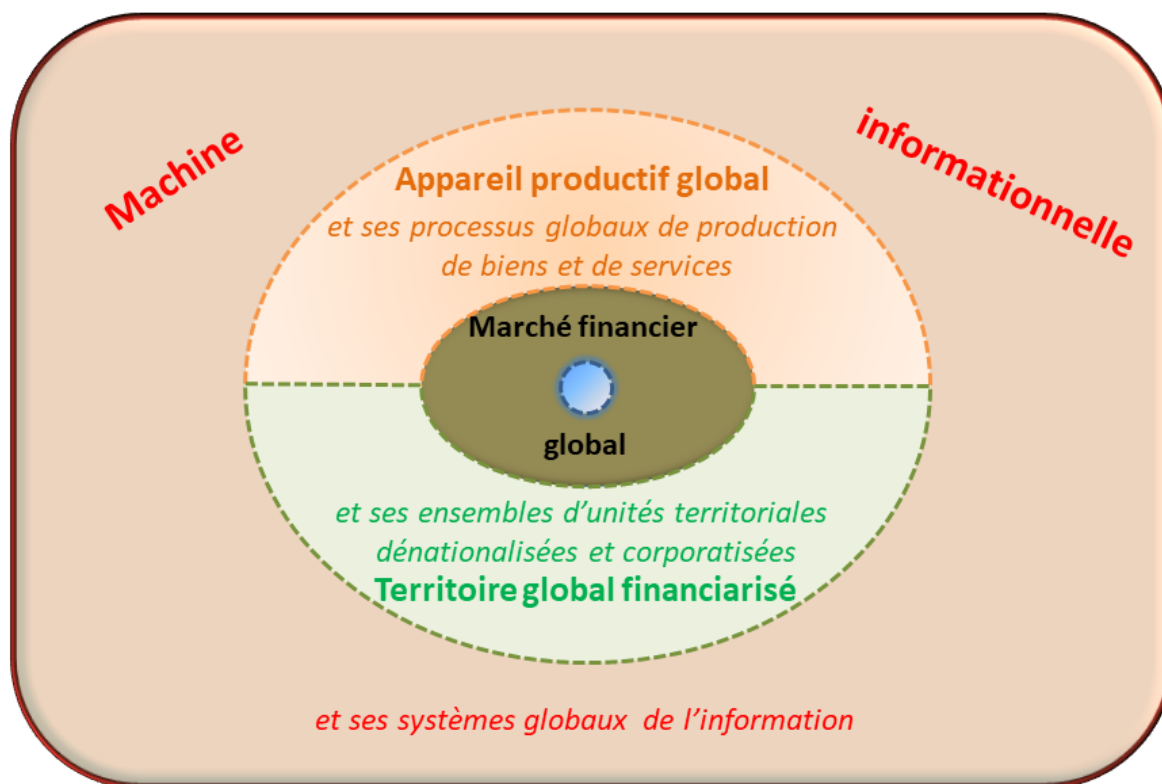
CHAPITRE 26

VISUEL 1 : PARIS VILLE MONDIALE



CONCLUSION

VISUEL 1 : NOUVEAU MONDE DEFINI PAR 4 ENSEMBLE



NOUVEAU MONDE DEFINI PAR 4 ENSEMBLES

 **Oligarchie**